

# La liberté académique à Fribourg

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(1969)**

Heft 105

PDF erstellt am: **09.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1028311>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*  
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, [www.library.ethz.ch](http://www.library.ethz.ch)

<http://www.e-periodica.ch>

# Etudiants et Fonds d'investissement (suite)

Nous avons parlé plus haut du droit d'intervention des salariés dans l'économie, or, suffit-il de donner à une organisation syndicale une puissance effective d'intervention pour satisfaire cette revendication de base ? Aux USA, par exemple, nul ne conteste la puissance colossale de certains syndicats (voyez l'AFL-CIO et son président G. Meany) peut-on parler pourtant à leur propos d'une véritable intervention des travailleurs dans l'économie, ou faut-il constater avec amertume la navrante intégration de ces mêmes salariés ? Que se passe-t-il en Allemagne où l'une des plus grandes banques est entre des mains syndicales ? Comment donner au fonds d'investissement des travailleurs des moyens financiers énormes sans le jeter par là même dans les méandres et impératifs du système capitaliste ?

» La question centrale d'un programme socialiste reste celle de la gestion de la société industrielle. Il ne vous a pas échappé à DP puisque vous l'abordez à propos de la maison d'édition Rencontre. Cette question d'ailleurs n'est pas du tout éloignée de notre propos. En effet, il serait possible d'introduire dans ce fonds lui-même un modèle de gestion qui pourrait ensuite être repris pour l'ensemble de la société. Ce serait effectivement un moyen de concilier à court terme d'abord, le souci d'efficacité et de prise sur la réalité économique, et à long terme ensuite, le renversement final d'un mode de gestion anti-démocratique fondé sur la scission que nous relevons au début de notre texte.

» Première question : même avec ce nouveau mode de gestion, est-il possible d'éviter l'écueil qui s'est révélé aux USA et ailleurs ? Pourquoi trouverait-on en Suisse un terrain si favorable qu'il nous conduise à un résultat si différent ? Une telle hypothèse ne peut d'ailleurs être exclue a priori.

» Deuxième question : comment imagine-t-on ce nouveau mode de gestion ainsi isolé, ne soit pas rapidement dépassé puis avalé par le système environnant ?... »

**Réd. :** Nous aborderons ce sujet dans notre cahier spécial. Ici nous ne voulons donc pas donner une réponse anticipée, mais suggérer quelques lignes de réflexion, car il s'agit de quelque chose qui touche à l'essentiel.

Le pouvoir économique du Fonds n'est qu'un moyen, il doit entraîner un changement véritablement qualitatif ; si ce fonds n'était qu'une autre banque, gérée par des administrateurs et des directeurs qui n'auraient qu'une idée, celle de se faire reconnaître par les administrateurs des banques privées comme égaux en respectabilité, où serait le progrès, en effet ?

Mais l'orientation des placements est déjà du domaine qualitatif. Des logements, s'ils sont bien conçus, soustraits à la spéculation, déterminent en une certaine mesure un autre style de vie. Pour le reste, la politique Fonds dépendra de la vigilance critique des animateurs et des membres. Il n'y a jamais de recette pour que les choses soient définitivement parfaites. Même les révolutions sont escamotables.

## Qui est Bührle ?

Quelques notes sur cette entreprise.

— Son développement est récent ; il s'accomplit en moins de cinquante ans. Quand en 1924, Emil Georg Bührle reçoit mandat d'une fabrique de Magdeburg de réorganiser la fabrique de machines d'Oerlikon, cette dernière occupait 80 ouvriers et employés. Aujourd'hui, le groupe occupe 14 400 personnes.

— L'entreprise est strictement familiale ; pendant longtemps D. Bührle en fut l'administrateur unique ; depuis 1967 siègeant au conseil M<sup>me</sup> Anda-Bührle, et les grands directeurs de l'entreprise. Cette société a donc toujours dépendu d'un homme, qui en a assumé toutes les responsabilités.

— Comme les actionnaires sont les membres de la famille, presque tous les gains sont réinvestis ; l'autofinancement est parfait, moins l'argent de poche (quelques millions) de M. Bührle.

— Chiffre d'affaires ; armement 32 % ; textile, 18 % ; machines, 12 % ; technique du soudage, 11 % ; 7 % transport et appareil électrique. Le 40 % du tout se fait en Suisse.

### Les participations

Elles sont publiées depuis 1967 ; en voici la liste panachée et internationale (d'après la « Weltwoche » du 13.12.1968).

### Les machines

Werkzeugmaschinenfabrik, Oerlikon Bührle & Co., Zürich  
Oerlikon Italiana SpA, Milano/Italie  
May-Pressenbau GmbH, Schwäbisch-Gmünd/Allemagne  
Press- & Stanzwerk AG, Eschen/Fürstentum Liechtenstein  
Delisle & Ziegele GmbH, Werkzeugmaschinen, Stuttgart/Allemagne  
Olkon Handelsgesellschaft für Metallprodukte mbH, Bonn/Allemagne  
Hermes Ins., Washington/USA  
Ed. Ferreirinha & Irmao, Lda. \*, Porto/Portugal  
Euromaquina SA \*, Madrid/Espagne

### L'armement

Contraves AG, Zürich  
Contraves Italiana SpA, Roma/Italie  
Contraves Industrieprodukte GmbH, Stuttgart/Allemagne  
Contraves Industrial Products Ltd., Londres/Grande-Bretagne

### Le textile

AG der Spinnereien von H. Kunz, Windisch  
Spinnerei Siebnen AG, Siebnen  
Spinnerei & Weberei Dietfurt AG., Bütschwil  
Wirkerei Rorbas AG, Rorbas  
Aktienges. A. & R. Moos, Weisslingen  
Weberei Russikon AG, Russikon  
AG Spinnerei & Zwirnerei Schönthal, Weisslingen  
J. Heeb AG, Russikon  
Hausamann Textil AG, Winterthur  
Oppenheimer & Hartog GmbH, Stuttgart/Allemagne  
Paul Boheim GmbH, Wermelskirchen/Allemagne  
Royalin GmbH, Laufenburg/Allemagne  
Wellington Industries (Pty) Ltd., Wellington/Afrique du Sud  
Frotex (Pty) Ltd., Wellington/Afrique du Sud

### Le soudage

Elektrodenfabrik Oerlikon Bührle AG, Zürich  
Oerlikon Elektrodenfabrik Eisenberg GmbH, Eisenberg/Allemagne  
Oerlikon Schweissmaschinenfabrik Stockach GmbH, Stockach/Allemagne  
Electrodes Oerlikon Argentina S.A., Buenos Aires/Argentine  
Skandinaviska Oerlikon Svets AB, Stockholm/Suède  
Europäische Holding Intercito AG, Stans  
Fontargen AG \*, Zürich  
Fontargen Italiana SpA \*, Milano/Italie  
Fontargen Gesellschaft für Löt- und Schweissttechnik mbH, Eisenberg/Allemagne  
Oerlikon Electrodes Ltd. \*, Crawley/Grande-Bretagne  
Super Tecnica SA \*, Tlalnepantla/Mexique  
I. B. Advani Oerlikon \* Electrodes (Private) Ltd., Bombay/Indes  
Pakistan Welding Electrodes \* Ltd. Karachi/Pakistan  
Welding Industries of Australia \* Pty. Ltd., Thomastown/Australie  
Oerlikon Kaynak Electrodlari \* ve Sanay AS, Istanbul/Turquie

### L'immobilier

Immobilien-Abteilung der Werkzeugmaschinenfabrik Oerlikon Bührle & Co., Zürich  
Kies AG, Wil  
Terreni alla Maggia SA, Locarno, Hotel Sonnenhof, Ascona  
Vallerana SA, Locarno  
Hotel Storchen AG, Zürich  
Hotel Airport AG, Opfikon-Glattbrugg  
Hotel Zürich AG, Zürich

### L'Amérique latine

Fabrica Argentina de Engranajes SA, Buenos Aires/Argentine  
Industria Pesquera de Alta Mar Ilesa SA, Santiago du Chili/Chili  
Laboratory Quimico Farmaceutico Ilesa SA, Santiago du Chili/Chili  
Manufactura de Esmeriles y Abrasivos Ilesa SA, Santiago du Chili/Chili

Aislaciones Ilesa SA, Santiago du Chili/Chili  
Distribuidora Comercial Ilesa SA, Santiago du Chili/Chili  
Sociedades Anonima \*, de Industrias Plasticas, Barcelone/Espagne

### Filiales et participations

Pilatus Flugzeugwerke AG, Stans  
Balzers Aktiengesellschaft Balzers/Principauté du Liechtenstein  
Elastin-Werk Aktiengesellschaft, Triesen/Principauté du Liechtenstein  
Oerlikon Plastik AG, Au-Wädenswil  
Euklid AG, Zürich  
Olkon Corporation, Stamford/USA  
Artemis Verlags Aktiengesellschaft, Zürich  
Artemis Verlags GmbH, Stuttgart/Allemagne  
Inrescor, Internationale Forschungsgesellschaft AG, Schwerzenbach  
Alpina Reederei AG \*, Bâle  
Alpine Lufttransport AG \* (ALAG), Zürich  
Zupack AG \*, Zürich  
Elsaesser Technische \* Papiere AG, Kirchberg

\* Participation moins de 50 %.

## Une école fédérale

Le Comité central du Parti suisse des paysans, artisans et bourgeois a annoncé son intention de lancer une initiative pour faire passer l'enseignement sous la compétence de la Confédération.

Seraient du domaine fédéral :

l'âge d'entrée à l'école, le début de l'année scolaire et la durée de la scolarité obligatoire afin qu'ils soient fixés uniformément pour toute la Suisse. la synchronisation des programmes scolaires et des plans d'enseignement de tous les degrés jusqu'à la maturité, la promotion d'un degré à l'autre, les moyens d'enseignement et la formation du corps enseignant.

Rien que cela !

Laissons les initiateurs à leur initiative. Mais on s'est frotté les yeux en lisant dans la « Gazette de Lausanne » un éditorial, pas moins ! pour cautionner cette initiative et répondre à M. J.-P. Rochat qui, en praticien, avait, dans « L'Éducateur » formulé les objections que dicte le bon sens.

## La liberté académique à Fribourg

Le 30 novembre un chahut agita l'Université de Fribourg. Le Sénat, après enquête et réflexion, décida de ne pas prononcer de sanctions disciplinaires. Le Conseil d'Etat fribourgeois, lui, veut en découdre. Il réclame une enquête.

A cette occasion, il rappelle l'article 3 du règlement du 27 mars 1953 concernant la location des salles de l'Université.

Il est ainsi rédigé.

« Les doctrines qui y sont exposées ne peuvent pas être opposées aux principes chrétiens ».

Vérité au-delà des Pyrénées, vérité à Fribourg.

## Les rombières décideront

Le capital de Saint-Gobain est très largement dispersé. Son rival tente une opération publique de rachat.

Les innombrables actionnaires, inconnus, sont sollicités. Ainsi un journaliste impertinent peut-il titrer : « Les rombières décideront ».

Et les ouvriers ? Et les employés, les cadres de l'entreprise ?

Ça ne les regarde pas ! Les rombières décideront pour eux.